



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## montant des pensions

Question écrite n° 61169

### Texte de la question

M. Michel Raison attire l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur la revalorisation des retraites et les indices d'évolution du minimum de pension dans la fonction publique. Concernant les retraites, le 1er janvier 2004, les pensions du secteur public ont été revalorisées de 1,5 % en prévision de l'inflation 2004. Cependant fin décembre 2004, l'inflation constatée a été de 1,9 %, or, au 1er janvier 2005, la revalorisation des retraites n'a été que de 0,2 % et non de 0,4 %. Concernant le minimum de pension garanti, en deux ans il a perdu 3,85 % de sa valeur par rapport au minimum de traitement dans la fonction publique et ce malgré des efforts de revalorisation échelonné jusqu'en 2013. Or les fonctionnaires qui touchent le minimum de traitement sont la plupart du temps ceux qui, une fois en retraite, touchent le minimum de pension garanti. Dans ces conditions, il apparaîtrait justifiable d'indexer l'indice de calcul du minimum de pension sur l'indice du minimum de traitement dans la fonction publique afin qu'il conserve au moins sa proportion de 83 % constatée en 2003, au moment de la réforme des retraites. Aussi il lui demande si le ministère envisage de prendre des mesures en ce sens afin de pallier la faiblesse de la revalorisation des retraites et des indices d'évolution du minimum de pension dans la fonction publique. - Question transmise à M. le ministre de la fonction publique.

### Texte de la réponse

Le nouveau mode de revalorisation des pensions des fonctionnaires, ainsi que le mode de calcul du minimum garanti de pension sont définis par les articles 51 et 66-V de la loi du 21 août 2003. En ce qui concerne la revalorisation, le pôle des retraités fonction publique considère que les pensions de retraite auraient dû bénéficier au 1er janvier 2005 d'une augmentation de 2,2 % au lieu des 2 % arrêtés par le Gouvernement. Le pôle des retraités se fonde sur la comparaison entre l'indice des prix à la consommation hors tabac observé par l'INSEE en décembre 2004 et celui observé en décembre 2003 (+ 1,9 %). Il retient donc comme référence le chiffre de l'inflation en glissement sur 2004 constaté par l'INSEE. Les textes applicables conduisent à, légalement, retenir pour ce calcul les éléments suivants : le dispositif de revalorisation des pensions des fonctionnaires instauré par le nouvel article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, issu de la loi du 21 août 2003, repose sur l'indice hors tabac mentionné dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances et non sur celui fixé en fin d'année par l'INSEE ; le décret d'application dudit article L. 16 (art. R. 31-1 et R. 31-2 du code des pensions) a précisé que l'indice des prix mentionné à l'article L. 16 correspondait au taux d'évolution des prix en moyenne annuelle, comme c'est le cas des autres dispositifs sociaux indexés sur l'inflation (retraites du régime général, prestations familiales...), et non de l'inflation en glissement de décembre à décembre. Il se trouve, en l'espèce, que l'année 2004 ne fait apparaître aucun décalage entre l'inflation moyenne 2004 indiquée dans le projet de loi de finances pour 2005 (+ 1,7 %) et celle mesurée par l'INSEE en fin d'année. Le mode de calcul de la revalorisation fixé par les textes en fonction de l'inflation pour les retraites de l'ensemble des régimes de base ne laisse donc la place à aucune marge d'appréciation. Ce cadre répond à un souci de prévisibilité du montant des pensions, nécessaire au contrôle des finances publiques par le Parlement. C'est donc à bon droit qu'il a été fait référence pour les calculs de

revalorisation des pensions au taux d'inflation hors tabac fixé à 1,7 % en moyenne annuelle pour l'année 2004 par le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2005 (tome 1, page 33). Le taux 2005 de revalorisation des pensions, tel qu'il résulte du décret n° 2005-166 du 22 février 2005, est la somme des deux taux suivants : taux prévisionnel de l'évolution des prix à la consommation en moyenne annuelle hors tabac pour 2005 : +1,8 % ; différentiel de taux entre l'évolution constatée et l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation en moyenne annuelle hors tabac pour 2004 : 1,7 % - 1,5 % = + 0,2 %.

En ce qui concerne le mode de calcul du minimum garanti des pensions des fonctionnaires, son appréciation doit reposer sur une lecture combinée des articles 51 et 66-V de la loi du 21 août 2003. En effet, à la montée en charge progressive de l'indice de référence prévue à l'article 66-V, il convient d'ajouter l'effet de l'inflation tel que calculé par ailleurs au titre de la revalorisation des pensions déjà concédées, comme le prévoit le dernier alinéa de l'article L. 17 du code des pensions issu de l'article 51 de la loi. Ainsi, la progression du pouvoir d'achat des retraités de la fonction publique est garantie par la loi. Pour l'année 2005, l'indice de référence est l'indice majoré 218 à la valeur constatée le 1er janvier 2004 (art. 66-V), laquelle est augmentée pour tenir compte de l'effet de l'inflation suivant le taux utilisé pour la revalorisation des pensions déjà concédées (art. 51). C'est ce total qui constitue le minimum garanti au niveau duquel sont portées les pensions des fonctionnaires.

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Raison](#)

**Circonscription :** Haute-Saône (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 61169

**Rubrique :** Retraites : fonctionnaires civils et militaires

**Ministère interrogé :** solidarités, santé et famille

**Ministère attributaire :** fonction publique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 22 mars 2005, page 2926

**Réponse publiée le :** 1er novembre 2005, page 10205